

# Annuaire suisse de politique de développement

| 2003 |



institut universitaire  
graduate institute  
d'études du développement  
of development studies

SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET  
COOPÉRATION INTERNATIONALE  
DEVELOPMENT.COM

CD-ROM INCLUS

---

# Table des matières

---

## Ouvertures 3

---

Pas sans nos langues  
*Alpha Oumar Konaré* XI

La perspective d'un avenir meilleur pour tous  
*Walter Fust* XIII

---

## 1. Fracture numérique : nouvel enjeu pour la coopération internationale

---

Les promesses d'une prospérité virtuelle  
*Marie Thorndahl* 3

**Eclairages** Fracture numérique : un concept boiteux ?  
*Daniel Pimienta* 27

Pour une approche africaine des technologies de l'information  
*Sylvestre Ouédraogo* 31

Les inégalités sociales à la racine des inégalités technologiques  
*Partha Pratim Sarker* 35

E-commerce : du mirage économique au miracle social  
*Benoît Vulliet* 39

---

## 2. Applications et pratiques au Sud

---

La coopération à l'assaut de l'Afrique subsaharienne  
*Annie Chéneau-Loquay et Raphaël Ntambue-Tschimbulu* 45

**Eclairages** Les technologies de l'information au Burkina Faso : une course de fond  
*Sylvestre Ouédraogo* 77

Infocentres villageois au Sud de l'Inde : l'humain avant l'outil  
*Michel Egger* 81

Téléservices au Mali : l'art du détournement  
*Jean-François L'haire et Ousmane Ly (propos recueillis par Marie Thorndahl)* 85

Radio, Internet et satellite au Sénégal pour lutter contre les feux de brousse  
*Martin Faye* 89

---

### 3. Politique et actions de la Suisse

---

Swisscom, l'UIT et la coopération au développement : le néolibéralisme contre la solidarité <i>Michel Egger et Jean-Louis Fullsack</i>	95
« Plus que la fracture, c'est l'opportunité numérique qui importe » <i>Hamadoun Ibrahim Touré (propos recueillis par Michel Egger)</i>	113
<b>Eclairages</b> La société de l'information : l'affaire de tous <i>Marc Furrer</i>	123
Les technologies de l'information relèvent de l'économie privée <i>René Buholzer</i>	127
Une société de l'information équitable : une question de volonté politique <i>Chantal Peyer</i>	131
DDC : une approche centrée sur les populations <i>Gerolf Weigel</i>	135
Helvetas : vers des technologies participatives <i>Marc Steinlin</i>	141
Pain pour le prochain : pour une communication équitable <i>Christoph Stückelberger</i>	145
ETIC : partenariat Nord-Sud et coopération décentralisée <i>Pape Ndiaye Diouf</i>	149
La Suisse et le Sommet mondial sur la société de l'information : défis et déficits <i>Fabrice Boulé</i>	151

---

### 4. Le Sommet mondial sur la société de l'information

---

La société mondiale de l'information : visions, peuples et pouvoirs <i>Cees J. Hamelink</i>	159
<b>Eclairage</b> Droits d'auteur : vers une nouvelle forme de colonialisme <i>Brian Wafawarowa</i>	185
Gouvernance de l'Internet : une centralisation du pouvoir inquiétante <i>Stéphane Koch</i>	189
La bataille des logiciels libres <i>Bernard Lang</i>	195
Financements et partage des richesses : des sujets tabous <i>Marie Thorndahl</i>	201
La société civile enlisée dans le système <i>Sean O'Siochru et Bruce Girard</i>	207
<b>Eclairage</b> La société civile, acteur clé de la société de l'information <i>Adama Samassékou</i>	219
Cyber-Léviathan <i>Mateo Cueva</i>	223

## Pas sans nos langues

**D**epuis plus d'une décennie, les Africains se sont engagés dans une nouvelle conquête, mettre les technologies de l'information au service de leur développement. Cet engagement se justifie par la conviction que ces nouveaux outils sont profitables au plus grand nombre. Si Internet était seulement d'usage personnel, il aurait un faible intérêt pour nous, populations des pays du Sud. Ces technologies n'ont de sens que s'il existe la possibilité d'une appropriation collective.


Ces technologies doivent d'abord aider les Africains dans leur combat pour le développement et l'intégration régionale, pour la consolidation du processus démocratique (bonne gouvernance, transparence, Etat de droit), en faisant la promotion des grandes langues africaines porteuses de savoirs et de cultures. Les savoirs et les valeurs qui ont bâti nos civilisations sont notre force et ne peuvent être communiqués qu'à travers nos langues. A l'heure de la construction d'un savoir mondial se dresse naturellement la question des rapports de force entre les différentes cultures du monde, par le biais notamment de leur présence sur Internet. Au moment des grandes ouvertures, l'Afrique doit agir avec prudence pour ne pas lâcher ce qui lui reste, son patrimoine, qui demain pourra enrichir notablement le patrimoine de l'humanité.

L'espoir repose sur l'amélioration du dialogue Nord-Sud. L'Afrique est plus que jamais prête au changement et à une plus forte participation dans toutes les instances de décisions mondiales. Encore faut-il que le reste du monde y soit prêt et que celui-ci témoigne d'une solidarité profonde avec les populations du Sud.

Je salue donc cet ouvrage qui met en lumière les mécanismes de coopération internationale dans ce domaine prometteur que sont les technologies de l'information et de la communication et rappelle que leur extension ne prendra sens que si elles sont motivées par la création de contenus locaux. L'objectif fondamental est que les Africains se retrouvent eux-mêmes sur la toile mondiale autour de leurs valeurs partagées et qu'ensuite, ensemble, ils puissent transmettre le capital partagé au reste du monde. Nous ne succomberons pas aux contenus clés en main conçus à l'intention des peuples du Sud – de bonne foi ou pour des raisons mercantiles – pour ne pas risquer de favoriser la résurgence de vieux réflexes de colonisation culturelle et d'aliénation économique. La présence de contenus africains est la seule garantie du profit que nous pourrons tirer de la société de l'information en devenir.

*Alpha Oumar KONARÉ*

*Ancien président de la République du Mali  
et président de l'Union africaine*



Les discours techno-évolutionnistes de la Banque mondiale, de l'ONU ou encore de l'Administration fédérale suisse le prouvent : les technologies de l'information et de la communication (TIC) – Internet en tête – sont devenues la « nouvelle frontière » de la coopération au développement. D'un côté, un besoin dont l'insatisfaction manifeste une inégalité choquante; de l'autre, un instrument de lutte contre la pauvreté.

Mais qu'en est-il au-delà des belles paroles : mirage ou réalité? Que cachent les concepts en vogue comme la « fracture numérique »? En quoi les TIC ont-elles changé les approches de la coopération au développement? La société de l'information en construction est-elle le lieu d'une redéfinition des relations entre Etats, entreprises et société civile, ou le théâtre de luttes de pouvoir sous le voile d'une illusoire communauté d'intérêts?

C'est à ces questions que l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd) a tenté de répondre en invitant une trentaine d'auteurs – du Sud et du Nord – à explorer les enjeux essentiels de ladite « société de l'information » pour les pays en développement. Entre vision, bilan critique et confrontation de points de vue, *Société de l'information et coopération internationale: development.com* aborde les grandes questions qui font débat comme les droits de propriété intellectuelle, la régulation de l'Internet, le financement international, la politique de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ou encore le rôle de la société civile. L'ouvrage analyse plusieurs projets concrets de TIC au Sud en donnant la parole aux partenaires de terrain. Il offre une place de choix aux principaux acteurs suisses en présentant leurs approches et activités.

Un livre de référence pour comprendre les enjeux du Sommet mondial sur la société de l'information, qui se déroulera en deux phases, à Genève en décembre 2003 et à Tunis en novembre 2005.